Elections européennes en France : de premiers éléments d'analyse

lundi 26 mai 2014, par Ensemble !, Le Monde.fr, NPA / NPA l'Anticapitaliste (Date de rédaction antérieure : 26 mai 2014).

Nous reproduisons de premières analyses et réactions « à chaud », rédigés alors que les résultats finaux par régions électorales ne sont pas connues et que bon nombre de formations politiques n'ont pas encore rendues publiques leurs communiqués.

Sommaire

- Européennes : les 5 enseigneme
- Le FN obtient ses meilleurs
- Élections Européennes : (...)
- Après les résultats des (...)

Européennes : les 5 enseignements de l'élection

Par Les Décodeurs du Monde.fr

1. Une indubitable victoire du FN avec une abstention moindre

En passant de 6,34 % à plus de 25 % entre 2009 et et 2014, avec une abstention assez similaire entre les deux scrutin (56,9 %, contre 59,37 % il y a cinq ans), le Front national réalise sans conteste un score record. Il est, pour la première fois de son histoire vieille de 30 ans, en tête d'une élection nationale, loin devant l'UMP. Il faut additionner, comme l'ont fait certains caciques du parti de Jean-François Copé, ses scores et ceux de l'UDI, pour qu'elle repasse artificiellement devant le Front national.

Marine Le Pen et son père, qui font partie des eurodéputés les moins assidus au Parlement européen, devraient amener à Bruxelles une vingtaine de nouveaux europarlementaires FN. Ils sont en outre en position de force pour tenter de monter une coalition eurosceptique au Parlement.

2. Un score historiquement bas pour le PS

Le PS subit un revers cinglant, en ne remportant que 14,3 % des suffrages, contre 16,8 % en 2009. Le parti de la majorité arrive, en outre, en troisième position, loin derrière le Front national et l'UMP. Le PS perd ainsi un siège au Parlement européen, et n'y dispose plus maintenant que de 13 députés. Après l'échec des municipales, cette défaite européenne est d'autant plus alarmante pour les socialistes.

Lors d'une allocution télévisée, le premier ministre Manuel Valls a évoqué un « choc », un « séisme ». Un champ lexical qui ressemble à celui employé après le 21 avril 2002, lorsque le FN s'était qualifié pour le second tour de la présidentielle.

L'Elysée a convoqué une réunion dès lundi matin avec le premier ministre et plusieurs membres du gouvernement, estimant que « des leçons doivent être tirées » de ce scrutin.

3. A l'UMP, l'horizon s'assombrit pour Jean François Copé

La droite espérait encore terminer devant le FN. C'est raté, et c'est une mauvaise nouvelle pour Jean-François Copé. Englué dans l'affaire Bygmalion, de plus en plus contesté en interne, le président du parti sait qu'il aura les plus grandes difficultés à faire taire ses opposants internes, qui donnent de la voix, voire n'hésitent plus à réclamer son départ de la tête du parti. Un bureau national est prévu mardi matin 27 mai.

Jean-François Copé, président de l'UMP, fait sa déclaration à la presse au siège de l'UMP, rue de Vaugirard à Paris.

4. Poussée des conservateurs et eurosceptiques en Europe

La France n'est pas la seule à connaître une poussée de l'extrême droite : Le Danemark, le Royaume-Uni, l'Autriche ont donné plus de 15% des voix à des partis proches du FN. Selon les premières estimations, les eurosceptiques auraient jusqu'à 39 sièges antifédéralistes et 33 sièges souverainistes.

Nigel Farage, le « bad boy » de la politique britannique ici en septembre 2013, est le chef de file de l'UKIP, un parti antieuropéen. Nigel Farage, le « bad boy » de la politique britannique ici en septembre 2013, est le chef de file de l'UKIP, un parti antieuropéen.

5. Le PPE en tête au Parlement européen

Selon les estimations diffusées par Bruxelles, les conservateurs du Parti populaire européens (PPE) arrivent en tête avec 212 sièges, suivis par les socialistes et démocrates (S&D ; 185 sièges). Les centristes (ADLE) disposeraient, eux, de 71 sièges ; les Verts de 55 sièges et la gauche radicale de 45 députés. Le groupe ECR, où siègent les conservateurs britanniques, obtient 40 élus, contre 36 au groupe EFD, où siègent les eurodéputés du parti UKIP.

* Le Monde.fr | 26.05.2014 à 00h15 • Mis à jour le 26.05.2014 à 08h04.

Le FN obtient ses meilleurs scores chez les jeunes et les ouvriers

Le Monde.fr

Sans surprise, c'est chez les jeunes et les catégories populaires que le Front national fait ses meilleurs scores. De ce point de vue, les élections européennes de dimanche confirment les tendances observées au fil des scrutins des dernières années.

Chez les moins de 35 ans, le parti de Marine Le Pen obtient 30 % des voix, soit 5 points de plus que

son score moyen à l'échelle nationale, selon Ipsos-Steria. Il peut d'autant plus se prévaloir d'être un parti « jeune » qu'il obtient chez les plus âgés un résultat inférieur à son résultat global : 21% des plus de 60 ans ont voté dimanche pour le FN.

A l'inverse, l'UMP apparaît plus que jamais comme le parti des seniors : il obtient 25 % des suffrages chez les plus de 60 ans, soit 5 points de plus que son score national. Seulement 15% des moins de 30 ans ont apporté leurs voix au PS ce 25 mai. Pour François Hollande, qui avait promis en 2012 de faire de la jeunesse la « priorité » de son quinquennat, c'est un sérieux camouflet.

Au sein de l'électorat populaire, le parti d'extrême droite fait un tabac. Dimanche, 38 % des employés et 43 % des ouvriers lui ont apporté leurs suffrages. La gauche, sur ce qui constitue historiquement son cœur de cible, est laminée : seulement 8% des ouvriers et 16% des employés ont voté PS aux européennes. Contrairement à ses espérances, le Front de gauche ne bénéficie pas de la déception suscitée au sein de cet électorat par la gauche de gouvernement : seuls 5% des employés et 8% des ouvriers ont voté, dimanche, pour le mouvement de Jean-Luc Mélenchon.

* Le Monde.fr | 25.05.2014 à 21h37 • Mis à jour le 25.05.2014 à 21h51.

Élections Européennes : Le FN en tête, PS et UMP désavoués, une alternative reste à construire

Ces élections européennes auront été marquées par une nouvelle victoire électorale du Front national. Celle-ci traduit la désespérance sociale d'une grande partie du monde du travail et la crise politique générée par les mêmes recettes mises en œuvre par les gouvernements successifs. Non seulement le FN ne peut pas représenter une solution mais au contraire son poids politique aggravera encore la crise.

Après les élections municipales, elles confirment la raclée du parti socialiste en France payant ainsi la politique favorable au patronat menée depuis plus de deux ans. Par l'abstention massive ou par le vote pour la droite et l'extrême droite arrivée en tête, les électeurs et électrices ont condamné cette politique. Une sanction similaire touche dans la plupart des pays d'Europe, les gouvernements qui ont mis en œuvre les diktats de la Commission Européenne, de la BCE et du FMI contre les travailleurs et les peuples. Elle sanctionne aussi une Europe capitaliste antidémocratique et éloignée des préoccupations de la majorité des populations.

Face à cette situation, où la gauche est au plus bas, il est urgent que les salariéEs, les organisations de la gauche sociale et politique reprennent le chemin des mobilisations pour combattre les politiques pro-patronales et la montée des droites extrêmes qui en est la conséquence et pour offrir une alternative globale à cette société.

NPA, Montreuil le 25/05/2014

Après les résultats des élections européennes.

Ensemble

Les conditions de cette campagne électorale européenne, éclair et sous-médiatisée, ont contribué au triste résultat majeur de ce soir : une victoire du Front National et une forte abstention qui amplifie la crise démocratique. Le rejet des politiques en place, à l'échelle européenne et nationale, s'est largement exprimé. Le PS, seul aujourd'hui à gouverner, avec moins de 15%, subit une défaite cinglante qui contribue à délégitimer l'orientation de François Hollande et Manuel Valls.

La droite ne profite pas pour autant de cette situation (sans gommer en quoi que ce soit les différences entre droite et gauche, le cumul des scores du centre, de l'UMP, du PS et du PRG, les partis de l'alternance qui gouvernent le pays depuis la création de la V^{e} République, est de 45%). C'est un désaveu massif des politiques menées depuis des années tant par la droite que par la gauche et c'est le signe de la crise de la crise politique française qui va s'accélérer et le signe de la crise majeure des institutions de la V^{e} République qui, derrière une impression de stabilité, réduisent d'années en années la légitimité des gouvernements en place.

La très forte poussée du Front National exprime la désespérance produite par l'austérité, le surchômage, la perte de perspective commune. La progression de l'extrême droite, dangereuse et mortifère, appelle à redoubler d'efforts pour que les voies de l'alternative de gauche triomphent sur le repli, la xénophobie, l'autoritarisme.

Le Front de Gauche, malgré un résultat décevant, peut œuvrer à la refondation d'une force de transformation sociale et écologiste, seule à même d'améliorer les conditions de vie du plus grand nombre et de reprendre le chemin de l'émancipation humaine. A l'échelle européenne, les partis de la Gauche européenne progressent et en Grèce, Syriza, avec Alexis Tsipras, est le 1er parti avec 28%.

Nous nous félicitons de l'élection des députés du FDG et de la GUE ainsi que du résultat de notre candidate Myriam Martin, porte-parole d'Ensemble, qui a obtenu 5,5% en menant une belle bataille dans le grand Ouest dans un esprit fédérateur.

La dynamique autour du « Non de gauche » en 2005 contre le Traité Constitutionnel Européen comme celle autour du Front de gauche lors de la présidentielle de 2012 avec la candidature de Jean-Luc Mélenchon ne sont pas au rendez-vous. Notre espace politique reste en-deçà de ses possibilités et de ce qui est nécessaire face à un gouvernement qui met la gauche à droite et la menace d'une droite extrême en embuscade. Nous appelons solennellement ce soir l'ensemble des composantes du Front de Gauche à prendre la mesure des efforts de réorganisation interne et d'ouverture à produire pour favoriser l'implication citoyenne, le respect de la diversité des sensibilités politiques, l'unité la plus large et la démocratie. Il en va de sa relance et de son attractivité. Il faut dans le même temps tendre la main à toutes celles et ceux qui, dans les mouvements sociaux, à EE-LV, au PS, au NPA, à Nouvelle Donne, chez les féministes présentes de façon autonome dans cette élection, ne se reconnaissent pas dans l'orientation gouvernementale et veulent construire une alternative sociale et écologiste. L'heure est venue d'impulser un nouveau front large à gauche porteur de majorités alternatives.

Ensemble, Paris, le 25 mai, 23 heures.